



*République de Côte d'Ivoire*  
*Union- Discipline- Travail*

---

*Cabinet du Premier Ministre*  
*Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget*

---

**PRESENTATION OFFICIELLE DES CONCLUSIONS  
DE L'EXAMEN MULTIDIMENSIONNEL PAYS DE LA COTE  
D'IVOIRE ET REMISE DES PUBLICATIONS**

---

**ALLOCUTION DE  
MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,  
MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU BUDGET**

**Paris, Château de la Muette, 2 rue André Pascal, 75016 Paris,  
24 Juin 2016, 12 h 05**

**Monsieur le Ministre ;**

**Excellence Monsieur l'Ambassadeur Pierre Duquesne, Président du Comité directeur du Centre de développement ;**

**Monsieur Mario Pezzini, Directeur du Centre de Développement de l'OCDE ;**

**Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs ;**

**Mesdames et Messieurs les Directeurs ;**

**Mesdames et messieurs les experts de l'OCDE ;**

**Mesdames et messieurs,**

Je voudrais vous remercier, de nouveau, pour l'agréable occasion qui m'est offerte de prendre la parole, **une seconde fois**, en si peu de temps devant les membres du Comité directeur du Centre de développement de la prestigieuse institution que représente l'OCDE.

Je crois comprendre que notre assemblée initiale a été rejointe par des représentants de pays observateurs, de pays membres de l'OCDE ainsi que de personnalités issues de d'Etats non encore membres du Centre de développement.

Permettez-moi de saluer cette présence nombreuse et distinguée à la **présente cérémonie de présentation officielle des conclusions de l'Examen Multidimensionnel**. J'y vois l'expression de liens d'amitié entre les pays membres du Centre de développement, mais également la traduction d'un grand intérêt à saisir et comprendre les évolutions récentes intervenues en Côte d'Ivoire au cours des cinq dernières années.

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Avant de vous donner les grandes lignes de l'action du Président de la république, **Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA**, à la tête de la Côte d'Ivoire depuis

sa prise de fonction en mai 2011, il convient de rappeler que c'est **le 3 septembre 2014** que le Gouvernement a marqué son accord pour la réalisation de l'Examen Multidimensionnel de la Côte d'Ivoire.

En effet, la nécessité pour la Côte d'Ivoire de se doter **d'un outil de pilotage stratégique pour la réalisation de son émergence en 2020** en disposant **d'un instrument de développement économique et social** était devenue **une évidence** pour atteindre, avec succès, cet objectif élevé, mais légitime. En effet, l'Examen multidimensionnel devait permettre notamment de :

- réaliser le diagnostic des déterminants du développement pour en identifier les obstacles ;
- faire l'analyse approfondie des obstacles au développement ;
- et formuler un plan d'actions pour la transformation structurelle de l'économie ivoirienne adossé à une stratégie robuste et accompagner sa mise en œuvre.

C'était donc **un impératif pour consolider nos acquis** de développement, accélérer le développement humain, et assurer durablement le bien-être de nos populations par une croissance forte, soutenue et inclusive.

Ces acquis concernent en particulier **la paix et la sécurité retrouvées**, nonobstant l'attentat terroriste de mars dernier à Grand-Bassam face auquel la réaction a été aussi rapide, déterminante qu'efficace.

Il s'agit également de **la réconciliation et de la cohésion nationales** qui demeurent des priorités de notre action malgré les avancées importantes réalisées au cours des cinq dernières années.

**Sur le plan économique**, les évolutions récentes réalisées traduisent les résultats d'un grand élan réformateur appuyé aussi bien au niveau structurel que sectoriel. En effet, ces réformes ont permis à notre pays d'enregistrer **une croissance économique moyenne de 9 % par an** depuis 2012, se classant ainsi parmi les **économies les plus dynamiques au niveau mondial**.

**Les principaux résultats obtenus par la Côte d'Ivoire**, vous permettrez d'en rappeler quelques-uns, concernent notamment :

- **le classement dans le TOP 10 des pays réformateurs** du climat des affaires par les rapports Doing Business 2014 et 2015 du Groupe de la Banque Mondiale ;

- l'admission à l'initiative internationale « **Open Government Partnership (OGP)** » en **Octobre 2015 à Mexico** ;
- **le maintien du statut** de pays conforme à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) obtenu en **mai 2013** ;
- **le prix du Forum « Mines and Money »** du « **Meilleur Pays en matière de réforme dans le secteur minier** » obtenu à Londres en décembre 2014 ;
- l'éligibilité depuis **décembre 2015** de la Côte d'Ivoire au **Compact** du Millennium Challenge Corporation (**MCC**)
- le classement au rang de **8è économie africaine la plus compétitive en Afrique** par le World Economic Forum (**WEF**), réalisant le bond qualitatif le plus important au titre de l'année 2015.

Ces résultats ne sont pas sans rappeler que la Côte d'Ivoire est sur le point de rééditer ses performances de la période dite du « **miracle ivoirien** », **c'est-à-dire la période des vingt glorieuses années de 1960 à 1980.**

Notre ambition, aujourd'hui, c'est de **produire une croissance de qualité, c'est-à-dire une croissance forte, durable et inclusive**, portée principalement par **un secteur privé dynamique et créatrice d'emplois durables et rémunérateurs**.

**Excellences Mesdames et Messieurs,**

L'accompagnement du Centre de développement pour l'élaboration du **plan stratégique Côte d'Ivoire pays émergent en 2020** dans le cadre de l'Examen Multidimensionnel de la Côte d'Ivoire visait à nous permettre d'aller plus loin, et plus vite, dans la réalisation des réformes nécessaires pour atteindre nos objectifs de développement.

**Monsieur le Directeur du Centre de développement,**

Je voudrais maintenant vous adresser, **à vous-même et à tous vos experts** qui ont contribué à ce travail important pour le développement accéléré de la Côte d'Ivoire, **mes vifs remerciements ainsi que mes félicitations** pour la qualité et la pertinence des analyses qui ont abouti aux conclusions objet des publications que nous nous félicitons de recevoir aujourd'hui.

Cette qualité est également tributaire de la démarche **participative, inclusive et interactive** que nous avons ensemble décidé d'imprimer à notre collaboration. A cet effet, **l'organisation d'ateliers** et de séminaires **impliquant toutes les parties prenantes** notamment le secteur public, les organisations professionnelles et les entreprises privées, le corps préfectoral, les élus locaux ainsi que les Chefs traditionnels ont été des vecteurs importants pour aboutir à des résultats satisfaisants.

J'y ajoute **les rencontres bilatérales avec l'ensemble des membres du gouvernement** ainsi que les missions de travail de nos équipes techniques au Centre de développement qui ont été des moyens efficaces pour la formulation des meilleures recommandations.

Dans la mesure où la Côte d'Ivoire fait désormais partie des pays pionniers dans la mise en œuvre des Examens Multidimensionnels, vous me permettrez de suggérer aux pays qui initient leur Examen Multidimensionnel d'envisager des approches similaires.



**Excellences Mesdames et Messieurs,**

**L'ambition et la volonté du Gouvernement, sous la haute égide du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane OUTTARA, pour les années à venir, est de maintenir la stabilité du cadre macroéconomique, de réaliser la diversification et la transformation structurelle de l'économie et d'accélérer les réformes structurelles et sectorielles afin de maintenir le taux de croissance économique à un niveau élevé, de l'ordre 9 %, jusqu'en 2020.**

En ligne avec les conclusions de l'Examen multidimensionnel, le **Plan National de Développement (PND) 2016-2020**, notre document de référence en matière de développement s'inscrit résolument dans **cette dynamique.**

C'est pourquoi, je voudrais vous assurer que le gouvernement mettra en œuvre le plan d'actions issu de l'Examen multidimensionnel bâti autour des recommandations formulées pour :

- 1. la diversification plus accrue et la transformation structurelle de l'économie ivoirienne ;*
- 2. la réalisation des infrastructures structurantes dans un environnement juridique et institutionnel réformé ;*
- 3. le développement d'un capital humain doté de compétences correspondant aux besoins des entreprises ;*
- 4. la facilitation de l'accès au financement pour les entreprises et les particuliers ;*
- 5. et la mise en œuvre d'une politique fiscale pour promouvoir le secteur privé dynamique et un Etat efficace.*

## **Excellences, Mesdames et Messieurs**

Pour relever les défis, nombreux et complexes, inhérents à toutes actions réformatrices d'envergure, le gouvernement sait pouvoir compter sur l'accompagnement efficace du Centre de développement qui reste important pour la mise en œuvre réussie des réformes proposées.

C'est pourquoi, nous sommes convaincus que **le dispositif de suivi-évaluation externe** que nous venons de mettre en place avec le Centre représente pour la Côte d'Ivoire **un instrument important qui permettra de mesurer les progrès réalisés** dans la mise en œuvre du plan d'actions. En effet, il permettra de capitaliser les bonnes pratiques des pays pairs à travers la mission d'assistance et d'accompagnement qui constitue un gage de réussite de notre marche vers l'émergence. En effet, les échanges avec des experts techniques issus de pays pairs, parfois plus avancés, ne pourront qu'enrichir les échanges et la mise en œuvre de nos politiques publiques à l'échelle nationale.

En ce qui le concerne, le gouvernement ivoirien s'appuiera fortement sur les recommandations de l'Examen multidimensionnel pour le développement de la Côte d'Ivoire, aujourd'hui « **pays frontière, candidat à l'émergence** », et demain (en 2020) **pays émergent**.

Par le travail, et **en conjuguant vision et actions**, je reste convaincu que les Ivoiriens relèveront le défi de l'émergence économique et social de la Côte d'Ivoire.

Ce pays souhaite en effet être un pays catalyseur, une grande vitrine et un pays bénéficiaire de l'intégration des marchés régionaux que sont :

- l'UEMOA avec huit (8) pays et **100 millions d'habitants** ;
- la CEDEAO avec 15 pays et **300 millions d'habitants.**

**Je vous remercie de votre aimable attention.**